

e-rjcp

# Revue électronique - jurisprudence de la commande publique

Code des marchés publics et ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005

Revue hebdomadaire  
sauf périodes de congés

40 n° annuels  
Distribution par courriel  
ISSN : 1958-5519

Diffusion par Localjuris  
Formation  
5, rue Henry Chambellan  
21000 DIJON  
SARL au capital social de  
7 500 euros –  
n° SIRET  
447 717 943 00016 R.C.S.  
Dijon  
Fax : 03.80.56.87.76,  
Téléphone 06.30.43.87.69  
Site internet :  
<http://www.localjuris.com.fr>

Gérant et directeur de  
publication  
Dominique Fausser

Abonnement annuel  
- individuel : 120 € TTC  
- pour les personnes morales  
avec libre droit de  
reproduction interne à leurs  
personnels et dirigeants :  
250 € TTC par tranche  
commencée de 250 salariés  
en effectif total de  
l'établissement ou de  
l'organisme public  
ordonnateur, plafonné à  
1.000 euros.  
- vente au n° 15 € TTC

<b>Décisions</b> Référence et indice de classement d'apport au droit positif de * à *****	<b>Sommaire des thèmes traités et des commentaires</b>	<b>Pages</b>
*****	<p>► <b>Thème :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- <i>Maître de l'ouvrage public ayant omis de délivrer l'ordre de service de commencement d'une tranche.</i></li><li>- <i>Mise en régie irrégulière des travaux.</i></li><li>- <i>Caractère non contractuel d'un planning d'exécution.</i></li><li>- <i>Effet d'un rabais commercial sur les modifications contractuelles.</i></li><li>- <i>Effet des avenants de moins-values sur la nature du prix forfaitaire et le coût des études.</i></li><li>- <i>Sous-traitance et droit au paiement des acomptes.</i></li><li>- <i>Détermination de l'indemnisation à devoir par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage au titre de travaux ayant fait l'objet de réserves</i></li><li>- <i>Détermination des travaux et études supplémentaires à devoir par le maître de l'ouvrage à l'entrepreneur.</i></li><li>- <i>Règle de contestation des recouvrements d'office par le maître de l'ouvrage public</i></li><li>- <i>Indemnisation des sinistres et TVA.</i></li></ul> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La réalisation des travaux par tranches : l'acheteur public doit être particulièrement vigilant à leur mise en oeuvre.</li><li>2. La mise en régie : les conséquences d'une solution provisoire.</li><li>3. Des mises en régie irrégulières et leurs effets.</li><li>4. Le juge administratif de plus en plus civiliste : l'intérêt des clauses transactionnelles.</li><li>5. L'analyse du juge quant à la fixation du solde du marché : l'indemnisation du maître d'ouvrage des travaux ayant fait l'objet de réserves à la réception, et l'indemnisation de l'entrepreneur de ces études supplémentaires.</li><li>6. Les précisions utiles du juge sur l'incorporation des prix nouveaux : cette analyse est-elle encore d'application sous l'égide du Code des marchés publics de 2006 ?</li><li>7. Avenant et prix forfaitaire</li><li>8. Entreprises : attention aux remises commerciales !</li><li>9. Droit aux acomptes de l'entrepreneur et sous-traitance et effets des recouvrements irréguliers.</li><li>10. Sinistre et TVA.</li></ol> <p style="text-align: center;"><b>Conseils pratiques aux maîtres d'ouvrage public.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Conseils pratiques aux entreprises quelle que soit la nature du marché public.</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Conseils pratiques aux entrepreneurs de travaux publics.</b></p>	2 à 28
Auteur Dominique Fausser		
Bon de commande de l'abonnement		29